

UNITÉ

LE JOURNAL DE L'OFFENSIVE SOCIALISTE (MJS)

"La jeunesse est la flamme de la révolution" Karl Liebknecht

ÉDITO

par Renaud Chenu

Le langage du pouvoir est délicieusement jésuitique dans cette période de défaite. Du "rééquilibrage partiel" par rapport à 2001 au message "d'impatience des français à l'égard des réformes que [nous] allons accélérer", le gouvernement nous fait passer des vessies pour des lanternes. Le message est tout autre : la droite à la lanterne ! Le nombre de maires et conseillers généraux de droite balayés dans ce grand nettoyage de printemps électoral est impressionnant mais ne doit pas nous faire oublier qu'à gauche, une sérieuse toilette est plus que nécessaire. La question d'un retournement des alliances du PS vers le Modem est tranchée par urnes. A Marseille, l'amarage du PS avec le Modem l'a conduit à couler avec armes et bagages dans le Vieux port tandis que le refus d'une fusion de même nature à Toulouse a permis de repeindre le Capitole en rose. L'électorat de gauche se mobilise sur des programmes de gauche, et si cette vérité dérange certains de nos camarades centrophiles, elle n'en est pas moins brillamment illustrée par les faits. Les résultats confirment l'analyse que nous avons des présidentielles : c'est la calamiteuse campagne de Ségolène Royal qui a poussé une partie des électeurs de gauche à se faire des frissons avec Bayrou. La voie du centre est une impasse politique, le terminus des possibles en matière de reconquêtes sociales et politiques. Le congrès du PS commence maintenant, faisons en sorte que ce soit le congrès de clarification qui nous est refusé depuis la bérézina du 21 avril 2002. A nous de poser les jalons d'un programme cohérent, qui ait la cohérence du socialisme !

La crise financière internationale créée par les "subprimes" prend la tangente de la récession mondiale.

Petit récapitulatif, je résume le scénario gris-sombre développé par Philippe Dessertine, Directeur de l'Institut de Haute Finance, professeur à l'université Paris X. La croissance gargantuesque de la dette mondiale fut pendant des années compensée par la croissance des "pays émergents". S'en est ensuivie une spéculation délirante sur l'immobilier, en particulier américain, où le système bancaire s'est emballé en prêtant sans limite à des millions d'acteurs insolubles (les pauvres). La bulle se crée et éclate en 2007, la purge commence. Les prix chutent, les taux montent, les mauvais payeurs vendent sans condition et contribuent à la chute des prix... les pertes sur leurs emprunts non honorés s'accumulent... Ce fatal engrenage a des retombées sur la structure bancaire dans son ensemble. Toute l'industrie financière constituée pour gérer ces dettes gagées sur la spéculation s'effondre en quelques semaines. Les licenciements commencent et toutes les banques soit-disant non exposées (y compris françaises) prennent le boomerang en pleine poire. Les pertes commencent à être constatées, elles donnent le vertige, se chiffrent en milliers de milliards de dollars. Nous en sommes là. La publication des chiffres annuels et trimestriels (février et mars) risquent de révéler des pertes jamais enregistrées. Mais ce n'est pas tout. Le remboursement des emprunts à taux élevé a une incidence directe qui s'appelle la chute de la consommation. Elle a commencé à s'effondrer dans les pays occidentaux où la croissance en est fortement dépendante. Les crédits à la consommation ne sont plus honorés et les banques engagées sur ce secteur battent de l'aile. Quelle est la seule projection rationnelle dans un tel contexte ? La consommation s'effondre, les pays fournisseurs entrent en récession (Chine, Inde etc...). Ca va défriser par rapport à la croissance à deux chiffres enregistrée dans cette zone actuellement. Rassurons-nous, le gouvernement fait l'autruche, l'économie mondiale entre dans une spirale folle, mais tout le monde le sait, l'économie française est déconnectée du système monde.

Sur les plans politique comme économique, le gouvernement feint de ne rien voir, file dans le mur en sifflant "tout va bien madame la Marquise". L'opposition se réjouit de pouvoir renforcer les contre pouvoirs locaux, mais ce n'est pas dans les mairies qu'on fait les lois et les grandes réformes. La conjonction d'une défaite électorale pour la majorité en place et de l'aggravation de la situation économique et sociale indique le chemin à prendre : celui de la reconstruction politique et idéologique au PS et à gauche et de la préparation de l'affrontement social. Car c'est dans la lutte que la créativité politique est la plus riche donc la plus porteuse d'alternatives.



Le gouvernement de la commune.

Illustration.

Le 18 mars 1871, la prise des canons de Montmartre est l'acte fondateur de la Commune de Paris.

SOMMAIRE

Page 1 **Edito, par Renaud Chenu**

Page 2 **Dès aujourd'hui, inventer la gauche de demain, par David Torres**

Page 3 **Youpi, voilà la "Fac Academy"! par Ugo Bernalicis**

Page 4&5 **Le 4 février, un nouveau "4 août" ? par Jean-François Claudon**

Page 6&7 **"La Gauche la plus bête du monde ?" par Julien Guérin**

Page 8 **Brèves. Forum du désenvoûtement idéologique. L'opposition qu'on aime.**

DÈS AUJOURD'HUI INVENTER LA GAUCHE DE DEMAIN

Par David Torrès

En cas de victoire de la droite, le discours des ministres et du chef de l'Etat aurait été bien différent : "cette victoire confirme l'élection de Nicolas Sarkozy, il faut maintenant enchaîner plus vite sur l'application de son programme", auraient-ils tous dit en cœur avec leurs sourires radieux ; et s'en serait suivi une nouvelle vague plus importante de "réformes".

"Réformes" qui, rappelons-le, n'en sont pas, mais sont plutôt des "contres réformes", c'est-à-dire une destruction pure et simple de vraies réformes, celles qui protègent les salariés contre la toute-puissance des marchés.

Mais il en est tout autre ! Le peuple Français a très vite retenu la leçon. La "rupture" de N. Sarkozy n'est qu'une accélération d'une politique déjà menée et déjà rejetée par les salariés Français. D'où une véritable défaite électorale de la droite, que Sarkozy tente de minimiser.

On distingue très nettement une poussée de l'électorat à gauche. Non seulement vers le PS, on ne va pas revenir sur les résultats des municipales qui sont sans appel, mais aussi vers tous les partis de gauche, on voit même pour la première fois une percée de l'extrême gauche à des municipales. Sur le terrain social, bien que la presse en parle peu, apparaissent les premières grèves "offensives", comme dans la grande distribution, pour l'augmentation des salaires.

Et c'est maintenant au tour du PS de transformer cette "fronde électorale" en une réelle mise en difficulté de Sarkozy. Pour vraiment stopper l'application des mesures libérales, le PS doit changer de ton. Il doit être ferme sur ses positions. Assez de compromis bancal avec la droite. "Rénover" le socialisme, oui, il le faut, mais il faut avant tout être socialistes ! C'est ce que les Français attendent de nous. Ces élections montrent bien que les français jugent Sarkozy incapable d'augmenter le pouvoir d'achat. A nous de dire pourquoi. Les solutions libérales impliquent une augmentation

des inégalités. Selon leur discours, les entreprises françaises doivent être plus compétitives; pour attirer les capitaux, il faut augmenter sans cesse la part des profits dans la valeur ajoutée et baisser le "coût du travail", c'est-à-dire baisser les salaires réels et les cotisations sociales. Résultat : déjà, moins de protection sociale, et des fractions entières de la population se retrouvent exposées au risque d'exclusion ; enfin, un accroissement régulier des inégalités, et la paupérisation d'une part croissante des salariés. C'est ce que l'on observe en France depuis le tournant libéral de 1983.

"Car ne nous y trompons pas, Bayrou n'est pas "centriste", il a le même programme économique que l'UMP. Sa seule différence avec l'UMP, c'est son incomparable opportunisme. En la matière, le Modem a battu tous les records, il y a pourtant de sacrés challengers !"

Aux socialistes de le dire haut et fort :

pour augmenter le pouvoir d'achat des Français, il n'y a pas de solution miracle, il faut augmenter les salaires. Comment augmenter les salaires ? En faisant intervenir l'Etat pour une autre répartition des richesses produites. Taxer les richesses, puis les redistribuer. Taxer le capital, taxer la propriété, taxer les plus hauts revenus et redistribuer cet argent vers le bas de l'échelle sociale en premier lieu en augmentant le salaire minimum. Alors le pouvoir d'achat augmentera pour la majorité de la population et les inégalités diminueront. Défendre les salariés, voilà la base du programme socialiste. Programme qui va à l'encontre du programme des partis de droite, tels l'UMP ou le Modem. Car ne nous y trompons pas, Bayrou n'est pas "centriste", il a le même programme économique que l'UMP. Sa seule différence avec l'UMP, c'est son incomparable opportunisme. En la matière, le Modem a battu tous les records, il y a pourtant de sacrés challengers ! A la vue d'un vrai programme socialiste, il n'y a aucun doute, celui-ci rejoindra son camp, l'UMP.

Pour que la gauche gagne, idéologiquement et politiquement, il lui faut un vrai programme, un programme socialiste. Ce qui exclut tout accord avec les soit disant "centristes", mais au contraire, réaliser l'unité des partis de gauche. Et puisque les dirigeants de notre parti ont tant de mal à rédiger ce programme, alors c'est à nous, camarades, d'en jeter les bases dans la perspective du prochain congrès.

YOUPI, VOILÀ LA "FAC ACADEMY!"

Par Ugo Bernalicis.

L'université est en phase de passer un cap. Il faut parler d'un "après Pécresse" tout comme l'on parlera d'un "avant Pécresse" aux allures des Trente Glorieuses. C'est la fin de la massification de l'université et du peu de démocratie qui survivait.

La loi LRU, maintenant en cours d'application, amorce la destruction de "l'université pour tous" pour en faire une "université pour ceux qui peuvent se le permettre". D'une part, il vous faudra les moyens d'étudier, intellectuels mais surtout financiers, et principalement que votre filière soit professionnalisante. Nicolas Sarkozy l'avait dit dans une interview accordée à 20 minutes : "Vous avez le droit de faire littérature ancienne, mais le contribuable n'a pas forcément à payer vos études de littérature ancienne si au bout il y a 1000 étudiants pour deux places". L'objectif n'est plus l'acquisition d'un savoir mais bien d'une compétence monnayable sur le marché du travail. Dès lors deux types d'universités vont se distinguer : celles qui professionnalisent et celles qui ne professionnalisent pas. Le gouvernement actuel s'engage à continuer de financer l'université mais seulement celle du premier type : rentabilité oblige !

A cela ajoutons l'arrivée du PRL (Plan Réussite en Licence), véritable avènement de la déqualification générale des diplômés avec en 1ère année de licence une terminale bis. Ceci n'est pourtant que le premier volet de la loi LRU. Le tout dernier venu n'est autre que l'Opération Campus : nom de code de la mission du commando spécial "Pécresse 007".

Objectif : former l'élite internationale pour la dispatcher dans les multinationales du monde entier et ainsi s'inscrire dans la mondialisation ultralibérale où votre formation sera directement financée par Coca-Cola ou MacDonald, à condition bien sûr de s'acquitter des frais d'inscription exorbitants (voir la récente augmentation de 500€ à Paris Dauphine) et d'avoir quelques amis bien placés. Le but est de faire émerger en France 10 pôles universitaires d'envergure internationale. Vous remarquerez au passage que les propositions de Valérie Pécresse ne sont qu'un *bis repetita* du rapport Attali (ou inversement). Tout cela est mis en scène à la méthode "Star Academy" qu'il conviendrait de renommer en "Fac Academy". Un jury de 8 membres est chargé de sélectionner les projets (10 au final) de transformation des campus dits "archaïques" de l'enseignement supérieur en bêtes de compétitions internationales.

Petite digression sur le jury : il est composé de 8 personnalités dites "indépendantes". On pourrait épiloguer des heures durant sur l'indépendance des personnalités telles qu'Anne-Marie IDRAC ex-présidente de la SNCF, ou Gilles PELISSON directeur général du groupe ACCOR. On pourrait tout aussi bien épiloguer sur leurs connaissances en matière de pédagogie et sur leur attachement aux valeurs de l'enseignement supérieur ! Plus largement, les autres personnalités ont certes plus ou moins un pied dans l'enseignement supérieur, mais aucun ne représente les sciences humaines et sociales. Peut-être par oubli ? Ou par volonté politique d'oublier ? La rentabilité est-elle en cause ? Les sciences "dures" (physique, chimie, pharmaceutique, électronique, etc.) seront donc aux premières loges de la transformation de l'université face aux sciences "molles" (histoire, philosophie, lettres, etc...). L'enjeu est de mettre en place une copie du système universitaire anglo-saxon, très productif et innovant, mais si peu indépendant et très éloigné de la recherche sur les maladies rares par exemple (rentabilité toujours ?).

"Objectif : former l'élite internationale pour la dispatcher dans les multinationales du monde entier et ainsi s'inscrire dans la mondialisation ultralibérale."

Revenons-en à "l'Opération Campus". Chaque campus candidat à l'opération devra fournir une note d'intention de 10 pages (il faut souligner que dans la notion de campus, la ministre ne voit pas de limite géographique, c'est-à-dire qu'il peut y avoir un morceau du campus à Lille et un autre à Lyon). C'est sur cette dizaine de pages que le jury va présélectionner les campus. Ridicule quand on pense qu'une dissertation normale d'un étudiant en histoire fait une dizaine de pages... sauf que lui n'a pas 5 milliards d'euros à la clé ! Et oui, cette somme vous dit sûrement quelque chose puisqu'il s'agit du gain de la privatisation d'EDF. On privatise un service public pour aider la privatisation d'un autre. Evidemment la sélection des notes d'intention est déjà faite à l'avance sur des critères bien connus comme le taux de professionnalisation, la renommée déjà existante, l'excellence des chercheurs, etc... Pour faire simple, les universités actuellement les mieux dotées se verront attribuer les financements car elles sont plus attractives et que l'apport financier est moindre pour les améliorer davantage.

La cerise sur le gâteau réside dans la démocratie universitaire : selon le rapport Attali et quelques allusions dans le cahier des charges de "l'Opération Campus", les campus d'envergure internationale (sans limite géographique rappelons-le) seront sous gouvernance unique. C'est-à-dire que plusieurs sites universitaires seront sous l'administration d'un seul conseil maintenant réduit à 30 membres au maximum avec une représentation étudiante de 15% et avec la représentation des personnalités extérieures (notamment du monde économique) de 25% nommées par le président du conseil que l'on peut dire dorénavant omnipotent !

LE 4 FÉVRIER, UN NOUVEAU « 4 AOÛT » ?

Par Jean François Claudon

"Forfaiture"... Voilà le mot qui a dû trotter dans la tête de millions de citoyens, début février, alors que notre président, de façon d'autant plus révoltante qu'aucune résistance apparente ne semblait se constituer, faisait modifier la constitution, afin qu'elle puisse accueillir en son sein le traité de Lisbonne, improprement appelé "mini-traité" ou "traité simplifié". Revenons sur cet événement essentiel à l'aune des développements politiques récents.

Sans surprise, Sarko a opté pour une ratification par voix parlementaire. Son argument était d'une simplicité enfantine : "Cette décision était dans mon programme de candidat. J'ai été élu par près de 20 millions de Français, qui ont donc validé par avance ce choix". Argument simpliste s'il en est, auquel on peut répondre de plusieurs façons. 1. Faut-il rappeler que la plupart de nos concitoyens ne votent pas pour un candidat après avoir appris par cœur son programme ? L'an dernier, la question européenne était, dans l'ordre des priorités, loin derrière les salaires, la santé ou l'enseignement... 2. Si les promesses électorales sont à ce point des dossiers que notre vertueux président s'assigne à prendre en main, comment expliquer que le pouvoir d'achat des salariés soit en berne ? Comment expliquer que les petites retraites n'augmentent pas ? Décidément, Sarko a une relecture à géométrie variable de ses engagements de campagne... 3. Les élections ne sont que le reflet à un moment *t* du rapport de force social et politique au sein d'une Nation. On ne peut pas s'appuyer pendant 5 ans sur le résultat d'une élection, la participation fût-elle record. Les sondages et les résultats des municipales montrent suffisamment que la confiance presque irrationnelle qu'une partie des Français avaient placée en Sarko s'est littéralement envolée en quelques mois. Sarko va-t-il pour autant se démettre ?

Comme souvent, la vérité est ailleurs. Lors d'une allocution devant des parlementaires européens, il y a quelques mois, Sarkozy a été amené à reconnaître que tout référendum en France sur la question du nouveau traité européen aboutirait à un nouveau vote négatif des Français. Ce n'est donc pas l'urgence de la situation qui le pousse à opter pour une ratification parlementaire "pour sortir l'Europe de l'ornière", mais bien la certitude qu'il a que le peuple français repousserait ce texte,

comme il a repoussé à une majorité conséquente le TCE au soir du 29 mai 2005. On pourrait s'arrêter là et imputer ce déni de démocratie au mépris profond qu'a Sarko pour le peuple quand il ne pense pas comme lui. Cependant, la forfaiture démocratique auquel nous avons assisté est bien plus profonde qu'elle n'en a l'air. Soyons pour une fois indulgents et reconnaissons que, cette fois-ci, il serait malhonnête de tout mettre sur le dos de notre Bonaparte national...

La frustration des militants et des citoyens attachés à l'Europe sociale est en d'autant plus tenace, que nous pouvions stopper Sarkozy sur cette question fondamentale. Nous avons en effet en main l'instrument politique et institutionnel qui

*"Forfaiture" ...
Voilà le mot qui a dû trotter dans la tête de millions de citoyens, début février, alors que notre président [...] faisait modifier la constitution, afin qu'elle puisse accueillir en son sein le traité de Lisbonne.*

aurait pu imposer à Sarkozy le recours au référendum et qui aurait donc permis au peuple souverain de s'exprimer sur ce que lui seul pouvait trancher.

Comme l'a rappelé à plusieurs reprises le Comité pour un Référendum, dont

l'Offensive Socialiste faisait partie, le référendum sur le traité de Lisbonne n'était pas le fait du prince ! Il ne s'agissait pas de supplier humblement Sarko ler, comme l'on quémande une grâce... En effet, si le président n'obtenait pas un vote majoritaire aux 3/5ème du Congrès réuni à Versailles, mécaniquement, il était contraint, s'il tenait à adopter le soit-disant "mini-traité", à recourir au référendum. Il n'y avait là point de fatalité, puisque le second tour des élections législatives a fortement limité la majorité de droite à la Chambre et que les rangs de l'opposition, Assemblée et Sénat confondus, dépassaient les 2/5ème du Congrès. Il existait donc bel et bien, en son sein, une minorité de blocage susceptible d'imposer un référendum. Le ressaisissement populaire du 17 juin dernier avait au fond eu le mérite d'empêcher le Congrès de devenir une vulgaire chambre d'enregistrement aux ordres de Sarko. D'ailleurs, les journalistes et autres observateurs des classe possédantes ne s'y étaient pas trompés et, dès le soir du scrutin, avaient fait le lien entre le réveil du peuple de gauche et la question européenne.

La gauche a donc une lourde responsabilité à porter dans cette affaire. La direction de notre parti en tout premier lieu, puisque c'est sur elle que s'exerce le plus directement et le plus sûrement les pressions politiques sarkoziennes en appelant à "l'union sacrée", au nom des "réformes nécessaires". Débauchage de ministres "d'ouverture", absence d'opposition à la droite lors du mouvement social fin 2007 et attraction du Modem sont les trois faces d'une même pièce. En effet, Sarkozy a besoin d'une large majorité idéologique, beaucoup plus large que sa simple majorité parlementaire, s'il veut réellement appliquer son programme de régression sociale, qui n' a guère comme parallèle que la machine de guerre thatcherienne mise en place au début des années 1980 contre la classe ouvrière anglaise. En retour, notre parti, en pleine confusion idéologique, est tenté de s'agripper aux mains tendues et d'accepter de faire des concessions politiques au camp ennemi... C'est bien ce qui s'est passé le 4 février dernier, lorsque 32 socialistes ou apparentés ont voté "Oui" avec la droite, et que 151 parlementaires de l'ex-Gauche Plurielle ont préféré les compromission de l'abstention au vote "Non", seul vote conforme à la souveraineté populaire. Les pro-sarko du type Lang et Valls, ainsi que la foule des abstentionnistes, ont permis au coup de force de se produire, puisque si tous les élus d'opposition avaient voté conformément à ce qu'exigeait leur mandat populaire, il y aurait eu 361 votes négatifs et la barre des 2/5ème n'aurait jamais été franchie...

"L'Europe-marché sans substance politique [...] ne l'a pas définitivement emporté. Plus que jamais, il convient de continuer la lutte pour un Europe vraiment politique et démocratique, pour une Europe sociale"

On pourrait palabrer des heures sur ces parlementaires bien peu attachés à leur mandat populaire ; gageons d'ailleurs que certains gauchistes en manque de sociaux-démocrates à insulter vont s'en faire un plaisir... Nous préférons nous concentrer sur ceux qui, tels les députés socialistes et républicains de 1940 refusant d'accorder à Pétain les pleins pouvoirs, ont valeureusement dit leur opposition à la politique antidémocratique de Sarkozy et au traité européen, tout autant libéral, clérical et antidémocratique que son prédécesseur, le TCE rejeté dans les urnes par

plus de 55 % de Français ! Ces véritables représentants du peuple de gauche, s'ils avaient franchi la limite des 2/5ème, auraient, conformément au vœu de leur électorat et de leur base sociale, ouvert la voie politique, pour chasser Sarko et sa bande et, par suite, pour désigner une assemblée constituante à même de nous représenter réellement.

Nous voilà donc dans l'ère du Traité de Lisbonne, improprement appelé "mini-traité", car il n'a de "mini" que le nom. Certes, par rapport au TCE rejeté en 2005, certains termes changent, puisque le texte ne se présente pas comme une constitution. Mais là où le bât blesse, c'est que le texte est un véritable copié-collé du TCE. La "concurrence libre et non faussée", chère aux libéraux, est réaffirmée une nouvelle fois dans le protocole 6. La clause, stipulant que la BCE est indépendante et que son seul objectif est la lutte contre l'inflation est maintenue et la stabilité des prix devient même un objectif de l'Union. Enfin, le "dialogue" officiel avec les Eglises, remettant en cause la loi de 1905 de Séparation des Eglises et de l'Etat, est conservé dans le point 28. Giscard n'avait-il pas d'ailleurs dit, il y a peu, que le seul avantage de ce traité par rapport au feu TCE était d'être davantage "incolore et indolore" ? Pour autant, l'Europe-marché sans substance politique, le rêve des libéraux censé détruire les acquis démocratiques et sociaux des peuples d'Europe, ne l'a pas définitivement emporté. Plus que jamais, il convient de continuer la lutte pour une Europe vraiment politique et démocratique, pour une Europe sociale, garantissant l'emploi et les droits des salariés du continent. Nous n'oublions pas que la direction du PS a laissé faire, tandis que la direction du MJS votait une résolution condamnant le coup de force de Versailles lors de son CN de février. Il est cependant à regretter que nous n'ayons pas davantage entendu le MJS sur cette question, lui qui avait pourtant pris courageusement parti pour le "Non" au TCE en 2004. Mais, nous continuerons à militer, avec d'autres, au sein du PS et du MJS pour que ces organisations, nées du salariat, retrouvent leur base sociale naturelle, mise à mal par la mondialisation, la déréglementation et par l'Europe libérale. Pour ce faire, il faut se battre, dans la transparence et le respect de la démocratie, pour redresser leur ligne politique et faire du socialisme organisé un outil pour ceux qui n'ont pas renoncé à construire un autre monde.

LA GAUCHE LA PLUS BÊTE DU MONDE?

Razzy Hammadi et Claude Villers *La Gauche la plus bête du monde*
(Edition Fetjaine)

Par Julien Guérin.

C'est le titre du livre d'entretien que l'ancien président du Mouvement des Jeunes socialistes Razzy Hammadi vient de publier avec Claude Villers. Dans cet ouvrage R. Hammadi pousse un coup de gueule contre cette gauche qui vient de perdre trois élections présidentielles successives et contre tous ces responsables socialistes qui n'ont que le mot "rénovation" à la bouche après chaque défaite. Cette pseudo rénovation, qui trop souvent rime à leurs yeux avec droitisation et liquidation de l'identité profonde de la gauche, nous entendons nous aussi en dénoncer l'imposture. En ce sens, l'entreprise de démystification entreprise dans ce livre rejoint nombre de nos préoccupations et analyses sur l'avenir du Parti socialiste, de la gauche et du mouvement social.

Comment la gauche, portée par la force des mobilisations sociales de 2003 et 2006 et le discrédit du pouvoir en place, a-t-elle pu laisser échapper au printemps dernier une élection imperdable ? Pourquoi contre bling bling Sarko et sa politique agressive contre les salariés, les jeunes et les classes populaires, la gauche et singulièrement le PS, ne haussent-ils pas davantage le ton ? Nous pensons nous aussi que la gauche ne doit jamais mettre son drapeau dans sa poche. Nous pensons qu'elle doit d'abord être porteuse des intérêts et des aspirations du salariat face à la droite qui elle défendra toujours le capital et les actionnaires !

Si nous partageons bien sûr toute une série de constats établis par R. Hammadi dans le livre nous pensons qu'il faut, sur un certain nombre de questions politiques, aller plus loin et être plus précis pour que l'on retrouve enfin une gauche digne de ce nom.

Nous sommes d'accord pour affirmer que le PS reste, malgré toutes ses limites et faiblesses, l'instrument qu'utilise les électeurs de gauche pour battre la droite... Les récentes élections viennent de le confirmer. Il écrit :

"malgré tout , le PS c'est tout ce qu'il nous reste", nous pourrions rajouter c'est ce qu'il reste aux salariés, à la jeunesse et à tous ceux qui veulent se débarrasser au plus vite de la clique à Sarko ! Nous pensons qu'il faut défendre l'héritage d'Epinay, qu'il faut préserver le parti de Jaurès et Mitterrand contre ses liquidateurs qui voudraient le transformer en un parti démocrate à l'américaine et lui faire couper définitivement les ponts avec le mouvement social, son histoire et ses racines populaires. Il faut pour cela défendre la proportionnelle, la représentation des courants comme seule expression de la démocratie militante !



Il a raison de dire que depuis 2002 le PS n'a pas travaillé à un vrai projet de rassemblement de toute la gauche, que la réflexion idéologique a trop reculé laissant ainsi le champ libre à la droite. Il est temps que le PS se remette au travail sérieusement pour offrir une vraie alternative à Sarko-Bush. Nous aussi nous croyons en la capacité de révolte et pensons que jamais la gauche ne doit être le camp de la résignation et du pessimisme. Le socialisme est une idée neuve, il faut l'affirmer haut et fort. Jamais sa base sociale n'a été aussi large: plus de 90 % de la population active est salariée,

plus de 50 % de ceux-ci gagnent moins de 1500 euros par mois. Cette idée il faut la marteler pour que la gauche en soit demain porteuse !

Cela manque dans le livre de R. Hammadi car là est bien l'essentiel. La gauche a besoin d'une boussole et d'un cap.

Sans unité du salariat rien n'est possible. Dans le chapitre intitulé "Qu'est-ce que la gauche?" nous aurions répondu, nous, qu'elle ne doit jamais perdre de vue qu'elle est l'expression organisée politiquement du travail face à la droite qui demeure celle du capital. Le PS doit être offensif sur ces questions, il faut défendre le CDI, le code du travail et les 35 heures. R. Hammadi le fait en présentant les 35 heures comme un outil d'émancipation et une marche vers la société des loisirs, il a 100 fois raisons mais la RTT c'est aussi un moyen de rééquilibrer la répartition capital-travail. Pour nous il est clair que les 35 heures doivent nécessairement se faire en parallèle à une hausse conséquente des salaires.

Oui la gauche doit être aussi fidèle aux travailleurs et au mouvement social que la droite l'est aux riches

et aux amis de Gauthier Sauvagnac! R. Hammadi a raison d'insister à plusieurs reprises sur la fiscalité et la redistribution des richesses. Historiquement la gauche c'est le camp de l'égalité, des "partageux" disaient les réactionnaires du XIXème siècle. La gauche doit en revenir à ses fondamentaux historiques. Il faut une grande révolution fiscale et une réhabilitation de l'impôt progressif et républicain, abattant les niches fiscales, baissant la TVA et tous les impôts indirects. Il faut taxer les profits du CAC 40 pour reprendre au capital les 10 points de richesse qu'il a volé au travail depuis 30 ans. Là est bien sûr la clé de toute politique de gauche. En reprenant ces milliards d'euros

qui dorment dans les paradis fiscaux sur les comptes bancaires d'une poignée de spéculateurs oisifs la gauche se donnerait les marges de manœuvre nécessaires pour l'éducation, la santé et tous les services publics. De même sur la question des retraites, R. Hammadi a tort de ne pas défendre la retraite à 60 ans qui est un des acquis les plus précieux de la gauche au pouvoir. Là encore, la question des retraites n'est pas technique mais éminemment politique ! C'est encore une question de redistribution des

richesses produites. Le système par répartition avec 37, 5 annuités de cotisation mis en place à la Libération dans une France en ruine peut tout a fait être restauré aujourd'hui. La gauche doit défendre plus que jamais cette idée dans la perspective de la nouvelle bataille des retraites qui s'annonce en cette année 2008.

Nous convergions cependant totalement sur la nécessité de marcher vers une VI ème République parlementaire allant à rebours du bonapartisme des institutions de 1958 et du présidentielisme qui sclérose la vie politique en la réduisant à un débat de personnes et non d'orientation. Cependant, il ne faut pas perdre de vue que le changement de République, aussi nécessaire soit-il, n'est pas suffisant en soit. Cette dimension institutionnelle ne mobilisera le peuple de gauche, les jeunes et les salariés que si notre VI ème République est aussi sociale et laïque. A l'heure où libéralisme et repli communautaire avancent de pair et où chanoine Sarkozy veut remettre en cause la loi de 1905, la gauche doit défendre bec et ongles la laïcité. La droite voudrait réduire les Hommes à leur origine, leur religion, pour les

isoler et ainsi faire oublier leurs convergences d'intérêts sur les plans social et économique.

Enfin nous partageons aussi les craintes exprimées sur la dérive libérale de l'Europe

et sa nécessaire réorientation. Oui l'Europe doit aussi être celle des 35 heures, d'un SMIC européen, des services publics et pas seulement celle des banquiers, financiers et autres capitalistes. Cependant nous regrettons de ne pas avoir trouvé le courant dont est membre Razy Hammadi (même si celui-ci s'était prononcé en interne du PS pour le non) dans cette magnifique campagne conduite pour faire vivre avec le non de gauche un authentique non socialiste lors du printemps 2005. Cette victoire du 29 mai a montré que le peuple ne voulait pas

du libéralisme malgré les renoncements d'une partie de la gauche et le matraquage des médias dominants. Ce moment de politisation intense et de remise en cause des choix libéraux fait depuis 1983, la gauche ne s'est pas suffisamment appuyée dessus ensuite. Là encore, R. Hammadi ne dit pas assez clairement qu'il est temps pour les socialistes de refermer cette parenthèse ouverte en 1983... Là est pour nous une des conditions premières de la refondation d'une gauche qui soit enfin efficace contre la droite dans

les urnes et les luttes sociales.

Malgré les réserves exprimées ici, le livre de Razy Hammadi va dans le bon sens :

celui de la défense d'une gauche décomplexée qui ne fait aucune concession à la droite et au libéralisme. De même il tranche dans le vif le débat avec les rénovateurs-liquidateurs qui veulent un PS recentré (à droite) donc impuissant et inefficace. Dans l'optique des débats qui vont occuper les socialistes dans les mois à venir nous souhaitons bien sûr le rassemblement de tous ceux qui veulent un PS ancré à gauche, vivant et démocratique, travaillant à un projet alternatif et capable de défaire Sarkozy et sa politique. Pour parler clairement, tous les socialistes de gauche doivent s'unir pour, au delà de leurs différences, réussir leur congrès, faire du PS un parti d'opposition farouchement opposé au projet politique de la droite et redonner enfin espoir au peuple de gauche dans notre capacité à prendre le pouvoir pour engager les grandes réformes qui répondront aux aspirations du salariat !

Oui la gauche doit être aussi fidèle aux travailleurs et au mouvement social que la droite l'est aux riches et aux amis de Gauthier Sauvagnac! R. Hammadi a raison d'insister à plusieurs reprises sur la fiscalité et la redistribution des richesses. Historiquement la gauche c'est le camp de l'égalité, des "partageux" disaient les réactionnaires du XIXème siècle.

Forum du désenvoûtement idéologique

Mercredi 26 MARS de 18H30 à 21H30
 ASSEMBLEE NATIONALE, 126 Rue de l'université, Paris, 75007
 inscription sur <http://www.gaucheavenir.org/>

PROGRAMME

18H30- 19H Présentation du Forum resitué dans le contexte des travaux de Gauche Avenir

19H -20H45 Table ronde n°1, animée par Patrick Champagne : « La construction des représentations politiques de la réalité économique et sociale »

Alain Bihl (La Novlangue néolibérale)

Guy Hermet (La liberté faussée)

Christian Salmon (Storytelling. La machine à fabriquer des histoires et à formater les esprits)

Julien Duval (Le mythe du trou de la sécu)

• Débat avec la salle

20H45-22H Table ronde n°2 animée par R.Spizzichino : « Les résistances à l'œuvre. Comment aller plus loin ? »

Témoignages et réflexions à propos de quelques initiatives d'informations différentes, de médias participatifs et de blogs citoyens qui s'efforcent de promouvoir d'autres représentations, d'autres langages et d'autres façons de faire du journalisme :

Zohra Bitan (ma6tvachanger), Pascal Riche (Rue 89), Nicolas Beau (Backchich Info), Jérôme Bouvier (Journalisme et Citoyenneté), Henri Maler (ACRIMED)

• Débat avec la salle

L'opposition qu'on aime.

Contre proposition de l'opposition de gauche au conseil municipal de Nancy.

" Désormais chaque année, à partir de la rentrée scolaire 2008, tous les enfants de CM2 se verront confier la mémoire d'un des 11 000 enfants victimes des lois Sarkozy-Hortefeux contre l'immigration.

Les enfants de CM2 devront connaître le nom et l'existence d'un enfant renvoyé par avion dans son pays. Rien n'est plus émouvant pour un enfant que l'histoire d'un enfant de son âge, qui avait les mêmes jeux, les mêmes joies et les mêmes espérances que lui."

Nous vous invitons à recopier le texte ci-dessus sur 2 cartes postales, une pour chacun, et à les envoyer aux 2 éminents personnages ci-dessous :

Monsieur le Président de la République
 55 rue Faubourg St Honoré
 75008 PARIS

Monsieur le Ministre de l'Immigration
 101 rue de Grenelle
 75700 PARIS

UNITÉ

Comité de Rédaction d'Unité

Jean-François Claudon (75)	Thomas Chavigne (31)
Julien Guérin (43)	Emilie Leblong-Masclat (35)
Laurent Johanny (94)	David Torres (75)
Renaud Chenu (55)	Tunjaï Cilgi (64)
Ernest Simon (44)	Yoann Rouvière (43)
Ugo Bernalicis (59)	Pierre Cortese (63)

Numéro 10, mars 2008

Articles en ligne sur : www.democratie-socialisme.org/

Numéros téléchargeables sur :

<http://offensivesocialiste.wordpress.com/>

CONTACT OFFENSIVE SOCIALISTE

- Je souhaite recevoir les anciens numéros d'Unité
- Je souhaite rencontrer l'Offensive Socialiste
- Je souhaite adhérer à l'Offensive Socialiste

Nom :

Prénom :

Groupe :

Fédération :

Adresse e-mail :

Téléphone :

Coupon à renvoyer à unite_journal@yahoo.fr

Nos amis : Le militant (<http://www.le-militant.org/>); Parti Pris (<http://www.partipris.org/>); Gauche Avenir (<http://www.gaucheavenir.org/>); TAG (<http://transformeragauche.fr/>); Trait d'Union (<http://www.trait-dunion.org/index.php>); RAG (<http://www.2007lagauche.net/>); Priorité à gauche (<http://prioriteagauche.typepad.fr/>); NPS (<http://www.nouveau-ps.org/>); PRS (<http://www.poullarepubliquesociale.org/>)

LISEZ UNITÉ, LE JOURNAL DE L'OFFENSIVE SOCIALISTE
<http://offensivesocialiste.wordpress.com/>